

Arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 portant organisation et fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française

(NOR : ESS0102181AC)

Paru in extenso au journal officiel n°21 N du 23/05/2002 à la page 1203

Version en vigueur au 07/08/2020

- Titre Ier - Conseil d'administration (Art. 2 à Art. 12)
- Titre II - Personnels (Art. 13 à Art. 15)
- Titre III - Régime budgétaire, financier et comptable(Art. 17 à Art. 20)

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,
Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 80-106 AT du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs", ensemble la délibération n° 80-146 AT du 25 novembre 1980 modifiée créant un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" ;
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
Vu l'arrêté n° 1415 CM du 14 décembre 1990 relatif à la représentation du personnel au sein du conseil d'administration des établissements publics territoriaux ;
Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 2 mai 2002,

Arrête :

Article 1er

L'organisation et le fonctionnement de l'établissement public territorial dénommé "Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (I.J.S.P.F.)", sont régis par le présent arrêté.

TITRE IER - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 1154 CM du 30 juillet 2020*

L'établissement est administré par un conseil d'administration de sept (ou six si retrait ministre) membres ayant voix délibérative, composé comme suit :

- le ministre en charge de la jeunesse et des sports, président ;
- le ministre en charge du tourisme, vice-président, ou son représentant ;
- le ministre en charge de la culture, membre, ou son représentant ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française, élu de l'archipel de la Société, ou son suppléant, membre ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française, élu d'un des autres archipels, ou son suppléant, membre ;
- le président du Comité olympique de la Polynésie française, membre, ou un représentant élu désigné par son conseil d'administration, suppléant ;
- le président de l'Union polynésienne pour la jeunesse, membre, ou un représentant élu désigné par son conseil d'administration, suppléant.

Le mandat des membres du conseil d'administration expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Il est pourvu à leur remplacement dans un délai de deux mois.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 1154 CM du 30 juillet 2020*

Le conseil d'administration se réunit obligatoirement en séance ordinaire au moins deux fois par an et se réunit en séance extraordinaire, sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de l'établissement l'exige, ou à la demande de la majorité de ses membres.

Sont membres avec voix consultative et assistent de droit aux séances du conseil d'administration :

- le directeur de l'établissement ou son représentant ;
- l'agent comptable de l'établissement ou son représentant ;
- le représentant du personnel de l'établissement, agent de la fonction publique titulaire ayant obtenu le plus grand nombre de voix ou son suppléant ;
- le directeur de la jeunesse et des sports ou son représentant.

Le président peut inviter avec voix consultative aux séances du conseil d'administration toute personne dont l'avis est susceptible d'éclairer les débats.

Une copie du dossier de séance du conseil d'administration est transmise à la direction de la modernisation et des réformes de l'administration simultanément à son envoi aux membres. De même, elle est destinataire d'une copie du procès-verbal de séance et des délibérations prises.

Le conseil d'administration peut former et mettre en place des commissions internes.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

L'ordre du jour des séances est arrêté par le président, après consultation du directeur, et doit parvenir en tout état de cause aux membres du conseil, huit jours francs avant la réunion.

Toute question dont l'inscription est demandée dans le même délai que ci-dessus par la majorité des membres du conseil d'administration, est obligatoirement inscrite à l'ordre du jour.

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 1154 CM du 30 juillet 2020*

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un au moins de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Le quorum s'apprécie en début de séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'absence ou d'empêchement de leur suppléant, les membres ayant voix délibérative ont la faculté de se faire représenter par un autre membre ayant voix délibérative.

Chaque administrateur ou représentant ne peut recevoir qu'une seule procuration.

Le vice-président ne peut être représenté lorsqu'il préside le conseil d'administration en l'absence du président.

Toutefois, si ce quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, le conseil d'administration, après une nouvelle convocation dans un délai de minimum de deux jours, peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 917 CM du 25 juin 2009*

Les administrateurs peuvent recevoir mandat pour représenter les intérêts de l'établissement.

Art. 7

Les fonctions de président, vice-président et de membre du conseil d'administration sont gratuites et incompatibles avec tout emploi rémunéré par l'établissement.

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 1612 CM du 26 novembre 2007*

Le conseil d'administration détermine la politique de l'établissement et définit ses modalités d'organisation.

A ce titre :

- il délibère sur le budget et ses modifications ainsi que sur le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- il délibère sur les actes de gestion patrimoniale, concernant notamment les acquisitions ou aliénations immobilières ;
- il délibère sur les tarifs de prestations ou la gratuité offertes par l'établissement ;
- il détermine les conditions d'attribution de subventions ;

- il accepte les dons et legs ;
- il décide de l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et accorde les remises gracieuses de créances de l'établissement dans le cadre fixé, le cas échéant, par la réglementation en vigueur ;
- il autorise les emprunts et les prêts ;
- il autorise la passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services lorsque ceux-ci doivent, aux termes de la réglementation des marchés publics du territoire, être soumis à l'avis de la commission consultative des marchés ;
- il autorise la conclusion de tous autres contrats ou conventions dans les conditions suivantes :
 - les contrats et conventions relatifs à des prestations de service dont le montant excède la somme de 8 000 000 F CFP ;
 - les dépenses relatives aux travaux de constructions, de rénovation et de réparation sur les installations appartenant ou affectées à l'institut dont le montant excède la somme de 20 000 000 F CFP ;
 - les conventions de co-organisation des grandes manifestations sportives et de jeunesse dont le montant excède la somme de 25 000 000 F CFP ;
- il approuve le règlement intérieur de l'institut élaboré par le directeur de l'établissement ;
- il approuve le rapport annuel d'activité du directeur ;
- il peut déléguer certains de ses pouvoirs au président du conseil d'administration ou au directeur de l'établissement ;
- il peut donner mandat au président ou à d'autres administrateurs de représenter les intérêts de l'établissement auprès des organismes nationaux et internationaux de même nature et sur le territoire de la Polynésie française dans des conditions déterminées par le conseil d'administration.

Art. 9

Les délibérations du conseil d'administration, prises en forme simplifiée, sont individualisées et jointes aux procès-verbaux. Elles sont signées du président et d'un administrateur.

Art. 10 *Rédaction issue de Arrêté n° 707 CM du 6 juin 2012*

Le président du conseil d'administration préside les séances du conseil d'administration.

Le vice-président du conseil d'administration supplée le président du conseil d'administration en cas d'absence ou d'empêchement.

Dans le cas où le président du conseil d'administration se trouve dans l'obligation de quitter la séance du conseil d'administration, pour quelques raisons que ce soit, le vice-président préside la séance. En cas d'absence ou d'empêchement du vice-président, le président est désigné en séance par un ministre ou par un représentant de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président du conseil d'administration convoque le conseil d'administration. Il veille à la bonne application des délibérations du conseil d'administration.

Art. 11

Le président du conseil d'administration signe le contrat de travail du directeur et tous les actes individuels le concernant.

Art. 12 *Rédaction issue de Arrêté n° 1154 CM du 30 juillet 2020*

En cas d'urgence ou si le nombre de points à examiner est réduit, les membres du conseil d'administration peuvent être consultés à domicile et délibérer par voie électronique.

Les éléments d'information et de support au vote sont communiqués aux membres par voie électronique. Ceux-ci doivent faire part de leur choix dans un délai de quatre jours à compter de la réception de la demande. L'absence de retour vaut avis favorable des projets soumis à délibération. A l'issue du délai un relevé de décision est établi et doit contenir le détail des modalités prévues, les votes et la décision. Il est signé du directeur et du président de l'établissement.

L'ensemble des éléments liés à cette modalité font l'objet d'un archivage consultable par tout membre qui en fait la demande.

Sont exclus de cette possibilité les projets de délibérations dont le rendu-exécutoire relève du conseil des ministres :

- budget, décisions modificatives et compte financier ;
- tarifs des prestations ;
- autorisation de conclure des emprunts ;
- cession de biens immobiliers ;
- création, transformations de postes et règles relatives à la rémunération du personnel et aux indemnités diverses.

TITRE II - PERSONNELS

Art. 13

Le fonctionnement de l'établissement est assuré :

- par du personnel de l'Etat, du territoire ou d'une autre collectivité publique affecté ou en position de détachement ou de mise à disposition ;
- par du personnel permanent et temporaire recruté conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 14

Le directeur de l'établissement est nommé par arrêté pris en conseil des ministres :

- il pourvoit aux emplois de l'établissement, dans la limite des emplois budgétaires ouverts et des crédits votés par le conseil d'administration et approuvé par le conseil des ministres ;
- il nomme les agents, les licencie, ou les remet à la disposition de leur administration d'origine ;
- il gère le personnel de l'établissement et exerce à son égard le pouvoir disciplinaire ;
- il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il informe, sans délai, le président du conseil d'administration de l'accomplissement de toutes actions juridictionnelles et en rend compte au conseil à sa plus prochaine réunion ;
- il rend compte de son activité dans un rapport annuel au conseil d'administration qui, après en avoir délibéré, le transmet pour information au conseil des ministres ;
- il conclut et signe les marchés publics relevant du code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics, sous réserve des dispositions de l'article 8 du présent arrêté ;
- il conclut et signe les conventions de toute nature nécessaires à la réalisation des missions de l'établissement dans la limite de ses attributions, sous réserve des dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Art. 15 *Rédaction issue de Arrêté n° 1154 CM du 30 juillet 2020*

Le directeur de l'établissement peut nommer un directeur adjoint après avis du président du conseil d'administration.

Le directeur adjoint assure la direction de l'établissement en cas d'absence ou d'empêchement du directeur.

Le directeur de l'établissement peut donner délégation de signature à toutes personnes, dans la limite de leurs attributions.

Art. 16 *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

Article supprimé

TITRE III - RÉGIME BUDGÉTAIRE, FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 17

L'agent comptable est le comptable direct du Trésor, chargé de la trésorerie des établissements publics.

Art. 18

Le régime budgétaire, financier et comptable est défini par la réglementation territoriale en vigueur en matière budgétaire, financière et comptable du territoire et de ses établissements publics.

Art. 19

L'arrêté n° 1560 CM du 31 décembre 1991 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs est abrogé.

Art. 20

Le ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 mai 2002.

Par le Président du gouvernement :
Gaston FLOSSE.

Le ministre de la jeunesse et des sports,
de l'insertion sociale des jeunes
et de la vie associative,
Reynald TEMARII.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002](#), JOPF n° 21 N du 23/05/2002 à la page 1203
- [Arrêté n° 668 CM du 27 mai 2002](#), JOPF n° 23 N du 06/06/2002 à la page 1339
- [Arrêté n° 1220 CM du 24 septembre 2002](#), JOPF n° 40 N du 03/10/2002 à la page 2408
- [Arrêté n° 731 CM du 21 juillet 2006](#), JOPF n° 30 N du 27/07/2006 à la page 2573
- [Arrêté n° 60 CM du 22 janvier 2007](#), JOPF n° 5 N du 01/02/2007 à la page 310
- [Arrêté n° 1494 CM du 2 novembre 2007](#), JOPF n° 45 N du 08/11/2007 à la page 4299
- [Arrêté n° 1612 CM du 26 novembre 2007](#), JOPF n° 49 N du 06/12/2007 à la page 4755
- [Arrêté n° 1161 CM du 21 août 2008](#), JOPF n° 35 N du 28/08/2008 à la page 3211
- [Arrêté n° 418 CM du 1er avril 2009](#), JOPF n° 15 N du 09/04/2009 à la page 1497
- [Arrêté n° 917 CM du 25 juin 2009](#), JOPF n° 28 N du 09/07/2009 à la page 3026
- [Arrêté n° 2349 CM du 16 décembre 2009](#), JOPF n° 52 N du 24/12/2009 à la page 6090
- [Arrêté n° 101 CM du 28 janvier 2010](#), JOPF n° 5 N du 04/02/2010 à la page 524
- [Arrêté n° 707 CM du 6 juin 2012](#), JOPF n° 24 N du 14/06/2012 à la page 3574
- [Arrêté n° 829 CM du 18 juin 2013](#), JOPF n° 25 NC du 20/06/2013 à la page 6008
- [Arrêté n° 1518 CM du 31 octobre 2014](#), JOPF n° 89 N du 07/11/2014 à la page 13209
- [Arrêté n° 1563 CM du 8 octobre 2015](#), JOPF n° 83 N du 16/10/2015 à la page 10796
- [Arrêté n° 1755 CM du 5 septembre 2018](#), JOPF n° 73 N du 11/09/2018 à la page 17798
- [Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019](#), JOPF n° 56 N du 12/07/2019 à la page 12540
- [Arrêté n° 1154 CM du 30 juillet 2020](#), JOPF n° 63 N du 07/08/2020 à la page 10814